

LE MOMENT MACHIAVÉLIEN

J'entends poursuivre le développement de la présentation des principaux auteurs et des théories sociologiques liées au thème de la stratification sociale en m'arrêtant sur deux immenses personnalités de l'histoire de notre discipline, à savoir : Max Weber et Vilfredo Pareto. J'insiste là-dessus, autant auprès des spécialistes que des optionnaires, la présentation que j'en fais n'épuise en rien la richesse de leurs œuvres.

Avec ces auteurs nous procédons à un changement de perspective par rapport à Marx : les différentes formes de groupements sociaux, dont font évidemment partie au premier chef les « classes sociales », en tant que catégories d'homogénéisation de l'hétérogénéité sociale existant à l'état brut, ne sont plus appréhendées comme des catégories « réalistes » mais selon un point de vue « nominaliste »¹. La structuration du social n'est plus le fait (la cause) de catégories existantes en soi, en dehors des individus, mais du fait des individus eux-mêmes (« *Nous appelons sociologie (au sens où nous entendons ici le terme utilisé avec beaucoup d'équivoques) une science qui propose de comprendre par interprétation l'activité sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets.* » (Weber)). Verre à moitié plein et verre à moitié vide ; deux faces d'une même médaille. La distribution des biens, autant matériels (argents, soins) qu'immatériels (pouvoir, statut, reconnaissance, justice), se présente au regard sociologique sous une forme particulière – *i.e.* inégalitaire -, pouvant peut-être être qualifiée au mieux de contre-intuitive, sinon d'impudente ou d'immorale (cynique et pessimiste). Enfin, dernier élément remarquable, l'analyse de la stratification et de l'organisation sociale réalise un bond en avant dans la rationalisation des méthodes employées – notamment par Pareto – en devenant formelle² ; préfigurant ainsi l'empire de la modélisation et de la simulation dans l'étude de la mobilité sociale et de la distribution des inégalités.

Pareto et la théorie des élites

Nous n'allons pas nous engager dans une présentation de l'œuvre de Vilfredo Pareto (1848-1923). Ce serait ici absurde, de sorte que nous ne l'interrogerons qu'en regard à Marx, l'un de nos principaux points d'ancrages ce semestre. Son chef-d'œuvre s'intitule le *Traité de sociologie générale*, somme publiée en 1916. Peu connu et peu enseigné, malgré un *revival* depuis une vingtaine d'années en France (cf. les études de Giovanni Busino, Bernard Valade et de Alban Bouvier), car comme le notait Boudon on a assisté à « une disqualification de la pensée conservatrice au lendemain de la seconde guerre mondiale. » Cela inclut Gaetano Mosca (1858-1941) et Robert Michels (1876-1936). Tous ces auteurs ayant eu pour principal point commun de proposer l'étude d'un invariant historique, la « loi d'airain de l'oligarchie »³.

¹ Passeron, Jean-Claude (1995) « Weber et Pareto: la rencontre de la rationalité dans les sciences sociales », Dans L.-A. Gérard-Varet, & J.-C. Passeron, *Le modèle et l'enquête : les usages du principe de rationalité dans les sciences sociales* (pp. 37-137). Paris: EHESS.

² Passeron, J.-C. (2004). Pareto: l'économie dans la sociologie.

³ La loi d'airain de l'oligarchie, est un concept utilisé en sociologie pour qualifier la tendance de toute organisation à sécréter une élite oligarchique. Ce concept est à rattacher à la critique élitiste de la démocratie, les auteurs qui sont à rattacher à ce mouvement sont Mosca, Pareto et Michels. C'est notamment le cas au sein des partis politiques (étude de Robert Michels)

En politique, c'est aussi la division entre une minorité dirigeante et une majorité dirigée.

Selon Michels, "l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent... Qui dit organisation dit oligarchie."

Disons avant toute chose qu'il semblerait que Pareto ait très peu pratiqué Marx, sinon par références interposées⁴. Deux éléments introductifs peuvent alors être dégagés, l'un politique l'autre épistémologique :

1/ Sa position de libéral, tout d'abord (qui aura alimenté les développements de proscription de la plupart des sociologues). Il succédera au néo-libéral Léon Walras à la chaire d'économie politique de l'Université de Lausanne. Ainsi, à l'encontre de la lutte des classes (qui reste un acteur fondamental, cependant qu'elle n'est qu'une forme historique de la lutte pour la vie) :

« Le sentiment de bienveillance qu'éprouvent les hommes envers leurs semblables, et sans lequel la société n'existerait probablement pas, n'est nullement incompatible avec le principe de la lutte des classes. Une défense même très énergique de ses propres droits peut parfaitement s'allier au respect de ceux du voisin. Chaque classe, si elle veut éviter d'être opprimée, doit avoir la force de défendre ses intérêts, mais cela n'implique point qu'elle doive avoir pour but d'opprimer les autres classes ; au contraire, l'expérience pourrait lui apprendre qu'un des meilleurs moyens de défendre ses intérêts est précisément de tenir compte avec justice, équité et bienveillance de ceux des autres. »

2/ L'autre élément à relever, tout comme chez Max Weber d'ailleurs, c'est son scepticisme à l'égard du scientisme (tel qu'il s'illustre en sociologie chez un Durkheim notamment) et de l'eschatologie rationaliste. La foi aveugle dans la raison et la science, c'est-à-dire le scientisme, dénature la science en la surestimant : la science ne peut déterminer les fins humaines. Illusions sont les tentatives d'organiser rationnellement la société, illusion que de croire l'homme animé par la raison, illusion que de croire la vertu progresser avec l'accroissement de la raison. Ne soyons pas dupes, déclarerait Pareto, les hommes ne recherchent pas la rationalité ; ils obéiront toujours davantage aux passions et aux sentiments. Pareto critique ainsi également les moralistes qui ont cherché à affirmer le primat « naturel » des intérêts vis-à-vis des passions et qui développent vainement des théories pour accorder les intérêts particuliers et collectifs. Le maximum d'utilité *pour* la collectivité n'est pas le maximum d'utilité *de* la collectivité.

Plus exactement, *« les individus et les sociétés ont une nature mixte, toujours portés à donner une apparence (ou vernis) logique à des actions ou à des pensées qui ne le sont pas effectivement, toujours mus par des résidus (ou des passions et des sentiments qui s'expriment dans des résidus) mais toujours aussi dissimulant leurs résidus sous des raisonnements et donnant peu à peu, lentement, une place accrue à la méthode logico-expérimentale dans la pensée et dans l'action. »* (Aron, Raymond (2006). « Vilfredo Pareto »). On ne doit pas rationaliser *a priori* les conduites sociales : *« Il y a proportionnellement plus de vérités dans la proposition : les hommes croient certaines choses parce qu'ils agissent d'une certaine façon, que dans l'autre : les hommes agissent*

Toute organisation engendre des relations de domination. Des processus de différenciation interne et de division du travail se mettent en œuvre, et à mesure que l'organisation partisane se développe, on voit émerger une bureaucratie peuplée par des dirigeants professionnels. Ceux-ci vont s'appuyer sur la maîtrise des ressources collectives dégagées par l'organisation et vont développer des savoir-faire qui leur permettent de recueillir des mandats et des responsabilités. Ils deviennent presque des chefs inamovibles. Cela signifie que l'organisation crée des dirigeants qui deviennent indépendants des masses et coupés de leur contrôle.

C'est un processus de captation du pouvoir.

Toute organisation engendre des relations de domination. Des processus de différenciation interne et de division du travail se mettent en œuvre, et à mesure que l'organisation partisane se développe, on voit émerger une bureaucratie peuplée par des dirigeants professionnels. Ceux-ci vont s'appuyer sur la maîtrise des ressources collectives dégagées par l'organisation et vont développer des savoir-faire qui leur permettent de recueillir des mandats et des responsabilités. Ils deviennent presque des chefs inamovibles. Cela signifie que l'organisation crée des dirigeants qui deviennent indépendants des masses et coupés de leur contrôle.

C'est un processus de captation du pouvoir.

⁴ Busino, G. (1967). *Introduction à une histoire de la sociologie de Pareto*. Genève: Droz, p.133.

d'une certaine façon parce qu'ils croient certaines choses. Mais comme les hommes aiment à donner un vernis logique à leurs actions, ils s'imaginent que cette dernière proposition représente la vérité. » L'accord avec les faits sera donc rarement réalisé, car on se préoccupe d'abord de l'accord avec ses propres sentiments – et cette préoccupation opère souvent à l'insu des intéressés, fussent-ils des savants. Il s'agira donc de développer, en reprenant sa formulation, le savoir logico-expérimental des conduites non-logiques. « Une telle approche consiste à n'utiliser que des concepts qui ont une référence empirique stricte, à imposer toujours de façon rigoureuse à sa théorie le contrôle de l'observation et de l'expérimentation, et à s'assurer que l'on suit strictement la logique dans ses inférences. »⁵ Il s'agit de sortir la sociologie de ses travers dogmatiques (eus égard à la stratification sociale) : « *Le nom de positive, donné par Comte [à la sociologie] ne doit pas induire en erreur : sa sociologie est tout aussi dogmatique que le Discours sur l'histoire universelle de Bossuet. Ce sont des religions différentes, mais enfin des religions (...)* »

« Le problème de l'organisation sociale ne peut se résoudre par des déclarations reposant sur un idéal plus ou moins vague de justice, mais seulement par des recherches scientifiques pour trouver les moyens au but, et, pour chaque homme, l'effort et la peine à la jouissance, en sorte que le minimum de peine et d'effort assure au plus grand nombre possible d'hommes le maximum de bien-être. » (in, Les systèmes socialistes, II (1903))

Le projet sociologique de Pareto sera envisagé comme *logico-expérimental* car il aura pour but de connaître la vérité, non pas d'être utile à la société ou à telle ou telle de ses composantes.

Pareto a été influencé un moment de sa vie par le darwinisme social (c'est la lutte pour la vie et la sélection naturelle appliquées aux sociétés humaines : ceux qui survivent ou l'emportent étant les mieux doués et les plus aptes à s'adapter ; souvenons-nous de Malthus).

Les sociétés sont caractérisées par la nature de leurs élites et surtout par leurs élites gouvernantes. En effet, toutes les sociétés ont une caractéristique, que le moraliste peut juger déplorable, mais que le sociologue est obligé de constater : il y a une distribution très inégale des biens de ce monde et une distribution plus inégale encore du prestige, de la puissance ou des honneurs liés à la compétition politique. Cette distribution inégale des biens matériels et moraux est possible parce qu'en définitive le petit nombre gouverne le grand nombre en recourant à deux types de moyens, la force et la ruse (la persuasion). Cette distinction des deux moyens de gouvernement, la force et la ruse, est la transposition de l'opposition fameuse que fait Machiavel entre les lions et les renards - voici pourquoi ce cours est qualifié de « moment machiavélien »⁶.

Toute société, selon Pareto, est, parce que les individus sont naturellement différents et inégaux, essentiellement hétérogène et hiérarchique. On peut, quitte à un peu simplifier les choses pour les besoins de l'analyse, la considérer comme composée d'une part d'un petit nombre d'individus particulièrement doués et qui ont manifesté leur supériorité par le succès, et d'autre part du vaste nombre des médiocres.

« Que cela plaise ou non à certains théoriciens, il est de fait que la société humaine n'est pas homogène : que les hommes sont différents physiquement, moralement, intellectuellement. Ici, nous voulons étudier les phénomènes réels. Donc, nous

⁵ Winch, Peter (2009 [1958]). *L'idée d'une science sociale et sa relation à la philosophie*. Paris : Gallimard, p.172 sq. Winch, tout comme Passeron dans *Le Raisonnement sociologique*, se montrent critiques à l'endroit du résultat « absurde » conduisant à appliquer tel quel la méthode expérimental à l'ordre social. Pareto jugeait sévèrement l'ambition scientifique de Durkheim (e.g. *Le Suicide*), l'estimant toujours encore empreinte de dogmatisme. Le formalisme économique n'est qu'un « faux-semblant de l'expérimentation » (Passeron, 28). Il est vrai que Durkheim n'a jamais eu l'intention d'appliquer le raisonnement expérimental directement, il travaillait toujours dans un registre analogique, indirectement, le rapport nature-société (le sociologue traite les faits sociaux *comme* des choses, cela signifie nullement qu'ils sont des choses).

⁶ Hommage à l'Ecole de Cambridge (Skinner, Pocock, Tully, etc.)

devons tenir compte de ce fait. » (II, §. 2025)

Toute collectivité tend ainsi à prendre la forme d'une pyramide au sommet de laquelle se trouvent tous ceux qui ont réussi, dans un domaine quelconque, y compris dans des activités délictueuses ou moralement répréhensibles et dont la base est composée de tous les autres, de la masse, du « reste de la population ».

L'élite au sens large est définie par Pareto, en dehors de toute considération morale, en attribuant aux membres de l'élite de très bonnes notes, sur dix, de la manière suivante, par exemple : "A l'habile escroc qui trompe les gens et sait échapper aux peines du code pénal, nous attribuerons 8, 9 ou 10, suivant le nombre de dupes qu'il aura su prendre dans ses filets, et l'argent qu'il aura su leur soutirer. Au petit escroc qui dérobe un service de table à son traiteur et se fait prendre par les gendarmes, nous donnerons 1" ; ou encore " A la femme politique, ..., qui a su capter les bonnes grâces d'un homme puissant, et qui joue un rôle dans le gouvernement qu'il exerce de la chose publique, nous donnerons une note telle que 8 ou 9. A la gourgandine qui ne fait que satisfaire les sens de ces hommes, et n'a aucune action sur la chose publique, nous donnerons 0."

Cette théorie de l'hétérogénéité sociale et des élites développée dans la dernière partie du *Traité de sociologie générale* (1916) doit être rapprochée de la théorie de la répartition des revenus exposée dans plusieurs ouvrages, dont le *Cours d'économie politique* et *Les systèmes socialistes*. Cette théorie s'inspire de l'analyse économique en termes d'équilibre général tel qu'on la trouve développée par l'économiste néo-classique suisse Léon Walras (à qui Pareto reprendra sa chaire d'économie à l'Université de Lausanne) ; cette approche prend en compte toutes les offres et toutes les demandes sur tous les marchés permettant de déterminer non pas le plus haut salaire mais un niveau équilibré des salaires (revenus). Ceci cherche à démontrer qu'il existe un système de prix faisant coïncider l'offre et la demande sur tous les marchés. Vilfredo Pareto a, par ailleurs, démontré que cet équilibre général pouvait constituer un optimum économique (« optimum de Pareto »⁷), c'est-à-dire une situation dans laquelle il n'est pas possible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans détériorer celle d'au moins un autre. La même formule de distribution des revenus s'applique donc à toutes les sociétés. La généralisation de ses raisonnements à l'échelle de la société permet de déterminer la situation où l'utilisation des ressources est optimale. L'optimum de Pareto est la situation dans laquelle l'utilité (le bien-être) d'aucun individu ne peut être augmentée sans que ne soit réduite l'utilité d'un autre individu.

Si l'on replaçait ces remarques introductives de la théorie économique de Pareto dans le cadre élargi de la théorie des jeux (notamment Von Neumann) alors nous pourrions envisager d'associer à l'optimum de Pareto une forme de logique non pas Maximin (maximiser les gains, c'est

⁷ L'« Optimum de Pareto » est un état dans lequel on ne peut pas améliorer le bien-être d'un individu sans détériorer celui d'un autre. La notion d'optimum de Pareto permet de diviser en deux l'ensemble des états possibles de la société. On peut ainsi distinguer :

- ceux qui sont uniformément améliorables : il est possible d'augmenter le bien-être de certains individus sans réduire celui des autres.
- ceux qui ne sont pas uniformément améliorables : l'augmentation du bien-être de certains individus implique la réduction du bien-être d'au moins un autre individu.

Ce sont ces derniers états que l'on désigne comme optimaux au sens de Pareto, ou Pareto-optimaux.

De nombreux états possibles de la société sont des optima de Pareto. La notion d'optimum de Pareto ne permet pas de les comparer entre eux : il est nécessaire de faire appel à d'autres critères.

Pour cette raison, une situation d'optimalité « au sens de Pareto » n'est pas nécessairement une situation socialement "juste". Pour prendre un exemple extrême, une société où toutes les richesses appartiennent à un seul homme est un optimum de Pareto, car transférer une partie de ses richesses à d'autres personnes réduirait le bien-être d'au moins un individu. Par ailleurs, dans cette même situation, s'il devient possible de faire des changements qui augmenteraient le stock total de richesses de la société sans retirer de capital à cet homme, alors la situation n'est plus Pareto-optimale. Il convient donc d'employer une terminologie rigoureuse et de parler d'état efficace « au sens de Pareto ».

le quitte ou double) mais Minimax (minimiser les pertes « au maximum », c'est une réflexion marginaliste).

Pareto commente : « L'inégalité de la répartition des revenus paraît donc dépendre beaucoup plus de la nature même des hommes que de l'organisation économique de la société. De profondes modifications de cette organisation pourraient bien n'avoir que peu d'influence pour modifier la loi de répartition des revenus. » (Cours d'économie politique, §.1012). Il conclut que les revenus inférieurs ne peuvent augmenter et l'inégalité des revenus diminuer qu'à la condition d'un accroissement des richesses par rapport au nombre de la population totale (et pas à partir d'individus ou de groupes d'individus pris à part).

La Loi de Pareto, aussi appelée aussi *loi des 80/20*, est une loi empirique inspirée par les observations de Vilfredo Pareto : 80 % des richesses sont détenues par 20 % des personnes économiques. Autrement dit, 20% des moyens permettent d'atteindre 80% des objectifs. Cette "loi", bien qu'empirique, a été formalisée en mathématiques par la distribution de Pareto (cf. également le coefficient de Gini⁸).

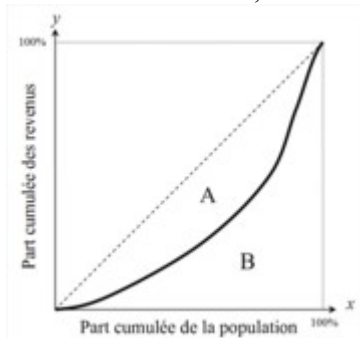
Cette classe supérieure, cette aristocratie composée de la sorte de tous les meilleurs dans leur spécialité, aussi bien du gratin des filous que des plus grands savants, des plus importants hommes d'affaires que des plus habiles courtisanes, des plus fameux joueurs d'échecs que des plus délicats poètes, etc. doit elle-même être divisée en deux. « Nous mettons à part ceux qui, directement ou indirectement, jouent un rôle notable dans le gouvernement ; ils constituent l'*élite gouvernementale* [n.b. : la classe par excellence]. Le reste formera l'*élite non gouvernementale* » (II, §.2032). « Nous avons donc deux couches dans la population : 1° la couche inférieure, la classe étrangère à l'élite (...); 2° la couche supérieure, l'élite, qui se divise en deux : a) l'élite gouvernementale, b) l'élite non gouvernementale » (II, §.2034).

Plus qu'un Pareto philosophe d'une anthropologie « pessimiste », déçu par les vicissitudes et l'atonie généralisée des démocraties européennes, c'est à un savant résigné à un constat et à une méthodologie « négativiste » (ainsi, la « masse » ne se définit qu'en rapport aux « élites ») que nous laisse la lecture du *Traité*.

Ces propositions nous permettent de saisir clairement pour quelles raisons Pareto se réclame à la fois du libéralisme - c'est le système le plus producteur de richesse et par conséquent celui qui enrichit le plus la société tout entière – et d'une forme de régime politique fort, sinon autoritaire, et

⁸ Le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien).

Le coefficient de Gini peut être représenté par un diagramme de la courbe de Lorenz. Si l'aire de la zone entre la diagonale d'égalité parfaite (en pointillés) et la courbe de Lorenz (en gras) est A, et l'aire de la zone à l'extérieur de la courbe de Lorenz est B, alors le coefficient de Gini est $A/(A+B)$.



libéral (cela explique pour quoi les fascistes italiens se sont réclamés de lui, malgré certaines réticences initiales envers eux au début du régime).

Cette conception de la société comme « marché » (cf. Adam Smith) est présentée à la fin de l'entrée « stratification sociale » du *Dictionnaire critique de sociologie* de Boudon & Bourricaud. Serait-elle alors comprise comme la forme finale, achevée, des réflexions sur la stratification sociale ?

Quatre variables permettent donc de comprendre le mouvement général de la société : les intérêts, les résidus, les dérivations et l'hétérogénéité sociale. Pareto nous dit qu'avec les dérivations et les résidus, les intérêts et la circulation des élites sont les facteurs qui font que la forme générale de toute société se caractérise par une mutuelle dépendance des éléments qui la composent, éléments qui sont situés dans un environnement variable, écologique, international et historique. Tous ses facteurs font que chaque société est différente, et composée d'éléments différents ayant des intérêts différents.

Les intérêts sont l'ensemble des tendances, instinctives et rationnelles, qui poussent "*les individus et les collectivités ... à s'approprier les biens matériels utiles, ou seulement agréables à la vie, ainsi qu'à rechercher de la considération et des honneurs*" (Traité § 2009).

Quant à la circulation des élites, sur laquelle je reviendrai plus loin, c'est la mobilité sociale qui affecte dans toute société les membres du groupe social dirigeant (*i.e.* les dominants sont en constante mobilité, qu'elle soit ascendante ou bien descendante).

Ces quatre variables majeures dont dépend le mouvement de la société sont en état de *mutuelle dépendance*. La formule de la mutuelle dépendance s'oppose à la formule attribuée au marxisme, de la détermination – ou réduction - de l'ensemble des phénomènes sociaux par l'économie. Elle signifie que chacune des variables agit sur les trois autres, ou est affectée par les trois autres (interdépendance structurale). L'intérêt agit sur les résidus et les dérivations selon la corrélation mise en lumière par le matérialisme historique, qui est réelle. Mais résidus (*i.e.* les passions et les sentiments) et dérivations (*i.e.* les raisonnements par lesquels nous justifions nos conduites (= dérivations) et les systèmes par lesquels nous concluons ces raisonnements (= dérivés)) - sentiments et idéologies -, agissent aussi en retour sur les conduites et les systèmes économiques (§.2060). Enfin, l'hétérogénéité sociale, c'est-à-dire la rivalité des élites et la lutte entre les masses et l'élite, est affectée par les intérêts, mais agit aussi sur eux. Il n'y a pas, en définitives, de détermination de l'ensemble par *une* variable, mais détermination de l'ensemble par l'action réciproque des variables les unes sur les autres. L'affaire est somme toute complexe.

L'opposition entre la théorie parétienne et la théorie marxiste, telle au moins que Pareto comprend celle-ci, apparaît le plus clairement et le plus nettement dans la façon dont Pareto interprète ce que Marx appelle la lutte des classes. Pareto dit explicitement, en particulier dans *Les systèmes socialistes* (1902-1903), que Marx a raison et qu'à travers toute l'histoire la lutte de classes est *une* donnée fondamentale, sinon *la* donnée fondamentale. Mais Marx, selon Pareto, a tort sur deux points. En premier lieu, il est faux de croire que la lutte de classes est déterminée exclusivement par l'économie, c'est-à-dire par les conflits résultant de la propriété des moyens de production, alors que la possession de l'Etat et de la force militaire peut tout aussi bien être l'origine de l'opposition entre l'élite et la masse. Une page des *Systèmes socialistes* est à cet égard très claire :

« Beaucoup de personnes croient que si l'on pouvait trouver une recette pour faire disparaître « le conflit entre le travail et le capital », la lutte des classes disparaîtrait aussi. C'est là une illusion qui appartient à la classe très nombreuse de celles qui confondent la forme avec le fond. La lutte des classes n'est qu'une forme de la lutte pour la vie et ce que l'on nomme « le conflit entre le travail et le capital » n'est qu'une forme de la lutte des classes. Au moyen âge, on aurait pu croire que si

les conflits religieux disparaissaient, la société aurait été pacifiée. Ces conflits religieux n'étaient qu'une forme de la lutte des classes ; ils ont disparu, au moins en partie, et ont été remplacés par les conflits socialistes. Supposez le collectivisme établi, supposez que le « capital » n'existe plus, il est clair qu'alors il ne pourrait plus être en conflit avec le travail ; mais ce ne sera qu'une forme de la lutte des classes qui aura disparu, d'autres les remplaceront. Des conflits surgiront entre les différents genres de travailleurs de l'Etat socialiste, entre les « intellectuels » et les « non-intellectuels », entre différents genres de politiciens, entre ceux-ci et leurs administrés, entre des innovateurs et des conservateurs. → Existe-t-il vraiment des gens qui s'imaginent sérieusement que l'avènement du socialisme tarira complètement la source des innovations sociales ? Que la fantaisie des hommes n'enfantera plus de nouveaux projets, dans l'espoir d'acquérir une place prépondérante dans la société ? » (in, Les systèmes socialistes, II).

De plus, Marx a tort de croire que la lutte actuelle des classes diffère essentiellement de celle que l'on peut observer à travers les siècles et que la victoire éventuelle du prolétariat y mettra fin. La lutte des classes de l'époque contemporaine, dans la mesure où elle est celle du prolétariat et de la bourgeoisie, n'aboutira pas à la dictature du prolétariat, mais à la domination de ceux qui parleront au nom du prolétariat, c'est-à-dire d'une minorité privilégiée, comme toutes les élites qui l'ont précédée ou qui lui succéderont. Pour Pareto, il est interdit de croire ou d'espérer que la lutte des minorités pour le pouvoir puisse modifier le train immémorial des sociétés et aboutir à un état fondamentalement différent.

Toutes les sociétés - réelles, non pas envisagées ou anticipées - semblent toujours avoir été foncièrement inégalitaires. Il est donc légitime de distinguer le petit nombre qui occupe les positions les meilleures, au point de vue économique ou politique, du grand nombre. Selon Pareto, le phénomène qui est historiquement le plus important est celui de la vie et de la mort des minorités gouvernantes, ou, pour prendre un terme qu'il utilise quelquefois des aristocraties. « *L'histoire, selon une formule célèbre de Pareto, est un cimetière d'aristocratie* » (*Traité de sociologie générale*, § 2053). L'histoire des sociétés est celle de la succession de minorités privilégiées qui se forment, luttent, arrivent au pouvoir, en profitent et tombent en décadence, pour être remplacées par d'autres minorités. « *Ce phénomène des nouvelles élites, qui, par un mouvement incessant de circulation, surgissent des couches inférieures de la société, montent dans les couches supérieures, s'y épanouissent, et, ensuite tombent en décadence, sont anéanties, disparaissent, est un des principaux de l'histoire, et il est indispensable d'en tenir compte pour comprendre les grands mouvements sociaux.* » (*Les systèmes socialistes*, I.) (Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, 1967).

« *L'accumulation d'éléments supérieurs dans les classes inférieures et, vice versa, d'éléments inférieurs dans les classes supérieures, est une cause puissante de perturbations de l'équilibre (...).* [cf. ses travaux d'économie politique] *Les révolutions se produisent parce que – soit à cause du ralentissement de la circulation de l'élite [quelle qu'elle soit], soit pour une autre cause -, des éléments de qualité inférieure s'accumulent dans les couches supérieures. Ces éléments ne possèdent plus les résidus capables de les maintenir au pouvoir, et ils évitent de faire usage de la force ; tandis que, dans les couches inférieures, se développent des éléments de qualité supérieure, qui possèdent les résidus nécessaires pour gouverner, et qui sont disposés à faire usage de la force.* » (§.2057-2057). Pareto le dira encore : « *Pour gouverner, il faut la force ; et à mesure que les résidus de l'instinct des combinaisons se développent et que ceux de la persistance des agrégats s'atrophient chez les gouvernants, ceux-ci deviennent toujours moins capables d'user de la force. Nous avons donc un équilibre instable, et des révolutions se produisent, comme celles du protestantisme contre les hommes de la Renaissance, ou du peuple français, en 1789, contre sa classe gouvernante.* » (§.2227).

Ainsi, une élite qui n'est pas prête à livrer bataille est perdue ; ses membres, pour se maintenir au

pouvoir et faire pièce au déchaînement toujours menaçant de la violence, doivent user alternativement de la force (les lions) et de la ruse (les renards). Sa contamination par les « sentiments humanitaires » et son abandon volontaire à la « pitié morbide » annoncent sa décadence, puis sa disparition prochaine (Pareto, attentif aux vicissitudes de la situation européenne de l'époque : la crise du libéralisme, l'agitation sociale, la révolution russe, la première guerre mondiale et la montée du fascisme. Certains commentateurs diront que sans s'engager d'aucune façon, il se contenta, en penseur désabusé, « de compter les coups »)..

Peut-on faire une théorie de l'équilibre social ? Telle est bien la question qui réunit le foisonnement des analyses de Pareto sociologue.

Facilitons-nous la tâche en partant d'un article de Aron, « structure sociale et structure de l'élite » (1949), qui propose une synthèse des sociologies marxienne et parétienne. Sans aller jusqu'à accomplir cet état de synthèse, nous allons dégager les lignes de forces et de ruptures de ces deux sociologies. Dialogue de sourd. Marx tient pour décisive l'opposition entre détenteurs de moyens de production et ouvriers qui louent leur force de travail. L'aliénation des travailleurs est l'origine de toutes les aliénations, l'opposition des classes la cause de toutes les oppositions sociales et nationales. L'histoire est un mouvement dialectique qui, de contradiction en contradiction, nous soumet, par l'intermédiaire d'une société sans classes, à une humanité réconciliée avec elle-même (*i.e.* eschatologie marxiste : le saut dialectique de la synthèse conduisant, après la dictature du prolétariat, à une société sans classe).

Pour Pareto et ses condisciples (cf. Gaetano Mosca, Robert Michels (et sa « loi d'airain de l'oligarchie ») et les autres sociologues « machiavéliens »), en revanche, l'exercice du pouvoir par une minorité est une donnée constante d'un ordre social, quel qu'il soit (sens normatif ou descriptif de cet « ordre » ?). Les minorités dirigeantes, ou « élites », changent de personnel et de caractère, les bénéficiaires des privilèges se renouvellent (définition méritocratique des « élites »). Mais il demeure toujours une minorité, maîtresse des postes clés de la société, qui s'attribue une part plus ou moins disproportionnée du revenu national. Scission éternelle des masses et de l'élite.

Le problème de la synthèse entre sociologie des classes et sociologie des élites se ramène à la question suivante : comment se composent, dans les sociétés modernes, la différenciation sociale et la hiérarchie politique ? Car, selon les jugements de valeurs, selon les anticipations (ou visions) historiques, on orientera l'action vers la suppression des classes ou vers le changement de l'élite.

« Le refus des marxistes de prendre en considération la hiérarchie politique, antérieure et postérieure à la division en classes, est une forme de mystification que l'analyse sociologique met au jour. Le refus des fascistes de prendre en considération la différenciation sociale est une forme de mystification, analogue ou opposée, qui, elle aussi, n'échappe pas à l'analyse scientifique. Mais, au-delà de ce dévoilement des idéologies, il reste place pour les deux volontés révolutionnaires contradictoires. La sociologie révèle aux hommes ce qu'ils veulent authentiquement et quel sera le résultat probable de leur action, elle ne leur indique jamais ce qu'ils doivent vouloir. » (Aron (2006), « Structure sociale et structure de l'élite »). L'argument avancé par Aron est que dans la perspective d'une société sans classes, telle qu'annoncée par la théorie marxiste, la structure de l'élite serait unifiée créant ainsi un monopole du pouvoir (économique et politique) : « une société sans classes est une masse sans défense possible contre son élite » (*ibid.* : 486).

« D'une certaine manière, la société sans classes résout les conflits des sociétés capitalistes développées, mais elle les résout non par une libération totale, mais par une mise au pas intégrale » (*ibid.* : 489).

La position de Aron est limpide : « la leçon la plus évidente que comporte l'expérience soviétique est donc une leçon fort peu marxiste, à savoir que l'accumulation du capital, le développement des

forces collectives, tout ce que les marxistes reconnaissent comme la fonction propre du capitalisme, peut être réalisé par un système exactement opposé » (*ibid.* : 490).

Aron a voulu combiner des méthodes s'attachant à l'analyse de la structure économique, de la structure sociale, de la structure des groupes de l'élite.

Il a voulu nous convaincre qu'un des traits les plus caractéristiques de chaque structure sociale, c'est la structure de l'élite, c'est-à-dire les rapports entre les groupes qui exercent les fonctions directrices, le degré d'unité ou de division de ces groupes, le mode de recrutement de l'élite, la facilité ou la difficulté d'y pénétrer. (498)

⇒ Le remplacement d'une élite par une autre, fait essentiel dans le *Traité* de Pareto, devient explicable en large mesure par des phénomènes de transformation économique et sociale, que le marxisme nous a habitués à mettre au premier plan. La révolution de type marxiste, prise du pouvoir totale par le parti qui se réclame du prolétariat, est à la fois conforme au schéma de Pareto et à celui de Marx : victoire d'une élite et élimination des détenteurs des moyens de production. Mystificateurs, ceux qui ne voient que l'élimination des capitalistes et font croire qu'un Etat maître de toute l'économie dépérit, alors qu'il prolifère, qu'une société sans classes n'a pas de maître alors qu'elle a un maître unique et tout-puissant. Mais mystificateur aussi celui qui ne voit pas que le changement de maître et la disparition des détenteurs privés des moyens de production entraînent un changement profond du climat social et de la hiérarchie des hommes et des idées. (500)

⇒ « Une élite unifiée signifie la fin de la liberté. Mais quand les groupes de l'élite ne sont pas seulement distincts mais désunis, cela entraîne la fin de l'Etat. La liberté ne survit que dans ces régions intermédiaires, continuellement menacées, où existe l'unité morale de l'élite, où les hommes et les groupes préservent le secret de la sagesse simple et éternelle et ont appris comment concilier l'autonomie et la coopération. » (501)

Ainsi que le formule Mohamed Cherkaoui⁹, « les positions parétienne et marxiste semblent inconciliables ; leurs synthèses maintes fois tentées comme celle de Charles W. Mills¹⁰ se sont toutes soldées par un échec. » (116) Dans *L'élite au pouvoir*, Charles W. Mills s'intéresse à la formation de ce que Eisenhower aura qualifié lors de son dernier discours officiel de « complexe militaro-industriel », constituant une nouvelle classe dirigeante (ou « élite »), où l'on constate la collusion des militaires, des industriels et des politiques (cf. les élites chez Pareto + la critique de tendance marxiste). Ainsi, pour vous donner une petite idée :

« La méfiance morale vis-à-vis de l'élite américaine et le phénomène de l'irresponsabilité organisée reposent sur la haute immoralité, mais aussi sur des idées assez vagues concernant la haute ignorance. Il était une fois en Amérique des hommes importants qui étaient en même temps des hommes sensibles ; l'élite au pouvoir et l'élite de la culture coïncidaient dans une très grande mesure, et là où elles ne coïncidaient pas elles se recoupaient souvent. Le savoir et le pouvoir, à la portée d'un public efficace et instruit, étaient en contact réel ; et, chose plus importante, le public prenait lui-même beaucoup de décisions. (...) En 1783, Georges Washington se reposait en lisant les lettres de Voltaire et l'essai Sur l'entendement humain de Locke ; Eisenhower lisait des histoires de cow-boys et des romans policiers. [que dire du président actuel...] Pour les hommes qui réussissent aujourd'hui dans les hautes sphères de la politique, de l'économie et de l'armée, le « briefing » et la note de service ont, semble-t-il, remplacé non seulement le livre sérieux, mais même le journal. Etant donné l'immoralité du succès, c'est peut-être normal, mais le côté déconcertant de ce phénomène est que ces hommes sont en

⁹ Cherkaoui, M. (1992). Stratification sociale. Dans R. Boudon, *Traité de sociologie* (pp. 107-111). Paris : Puf.

¹⁰ Mills, C. W. (1969 (1956)). *L'élite au pouvoir*. Paris: Maspéro.

dessous du niveau culturel à partir duquel ils pourraient avec un peu honte de l'aspect inculte de leurs distractions et de leurs nourritures spirituelles, et qu'aucun public autodidacte ne peut par ses réactions faire naître en eux ce sentiment de malaise. » (358-359)¹¹

Mills aura par ailleurs proposé une étude célèbre sur les « cols blancs ».

Max Weber et la classe-statut

Comme le note justement une nouvelle fois Mohamed Cherkaoui, « la théorie wébérienne se veut à la fois une critique et un enrichissement du modèle marxien de la stratification ».

Max Weber (1864-1920) limite son emploi du terme « classe » à des (re)groupements fondés sur la position des individus dans l'organisation de l'économie ; en ce sens, il est voisin de Marx, sauf que ce dernier n'introduit aucun autre principe suivant lequel regarder les sociétés pour y rechercher les structures sous-jacentes que celui de l'organisation de la production (des « modes » ou « rapports » de production). Nous pouvons considérer en ce sens que Max Weber a une conception davantage analytique de la théorie de la stratification sociale – *i.e.* des classes sociales – que celle de Karl Marx (à noter que s'il n'adopte pas une approche analytique et nominaliste à proprement parler, il faut tout de même éviter de réduire ce dernier à un pur réaliste, considérant les « classes sociales » comme entités existantes dans le réel au même titre que les entités dites naturelles).

Contrairement à Pareto, Weber connaît directement Marx – ce ne sont pas des connaissances de seconde main –, mais comme Pareto il rejette la conception des classes sociales comme étant déterminées par l'unique dimension économique. Il n'est donc pas nécessaire de jouer le jeu de la mise en boîte : tous ces auteurs se situent sur un continuum difficile à constituer.

Ce que l'on peut dire, c'est que Weber demande un renforcement des propositions marxiennes relatives à la stratification, en envisageant notamment une configuration de hiérarchisation où trois dimensions cohabitent (multi-/tri- dimensionalité) : la dimension économique (la propriété), l'ordre statutaire (le prestige), le politique (les partis ; la bureaucratie (Marx=Weber¹²)).

Comme le rappelle Yannick Lemel¹³, « il est maintenant d'usage en sociologie de distinguer *classe* et *statut* et d'attribuer cette distinction à Max Weber. » (23). C'est la « synthèse wébérienne » de la distribution de la puissance au sein de la société (cf. M. Cherkaoui).

[Division sociale du travail cognitif : Classe/Statut/Parti ⇔ Economie/Sociologie/Politique]

Dans la formulation marxiste/iennne, les classes sociales se disposent hiérarchiquement sur un critère unique – le matérialisme économique, autrement dit ici productif – qui est peut-être d'ailleurs, soit-dit à nouveau en passant, l'indice fondamental originaire des classes (il en résulte l'interrogation suivante ? A partir des développements de Marx, peut-on envisager une société de classes autrement que sur le critère économique des rapports de productions ?). Les grands ensembles dans lesquels se distribuent les groupes sociaux et qui jouent historiquement un rôle

¹¹ Voir les ouvrages sur les intellectuels (Bourdieu, Bouveresse, Dosse, Benedict, ...).

¹² Cf. Bouretz, Pierre (1996). *Les Promesses du monde*, Paris : Gallimard, pp.285-286 : sur l'ambivalence de la bureaucratie : à la fois neutralisation de l'autorité politique (la fonction prime sur l'homme → limitation des conflits et des frictions entre personnes : les relations sont astreintes à se dérouler selon des modèles fixés par l'organisation + avantages de la régularité et de l'efficacité rationnelle) (comme résultante des conflits de pouvoir passés) et en même temps source de l'aliénation de l'homme moderne par un système durci et sclérosé par son propre fonctionnement.

Cf. Merton, Robert (1997), chap. VI, « Bureaucratie et personnalité », in *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris : Armand Colin.

¹³ Lemel, Y. (2004). *Les classes sociales*. Paris: Puf.

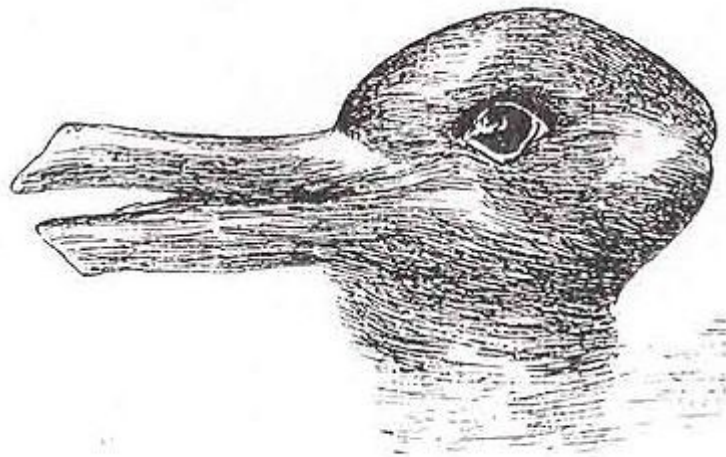
décisif se caractérisent par une place dans le système économique. « *Il est donc naturel de dire, à la suite de Aron (2006) : dans le capitalisme idéal, les divisions sociales dépendent des facteurs économiques, c'est-à-dire, plutôt que du chiffre des revenus ou de la qualité du métier, des rapports de production. Les uns possèdent les instruments de production, les autres en sont réduits à louer leur force de travail. De ces données fondamentales dérivent inévitablement l'inégalité des revenus (par suite de l'épargne privée) et l'attitude différente des classes à l'égard du régime économique* ». La « classe sociale » est un produit (sinon le produit ?) de la structure du capitalisme.

La disparition légale des rangs (héréditaires), intervenue spectaculairement et symboliquement au moment de la Révolution française, n'a pas fait tomber les barrières et disparités sociales. Aron le dit très clairement : « *L'égalité juridique facilite, elle ne suffit pas à multiplier ni à accélérer l'ascension sociale : la mobilité sociale reste largement indépendante des lois, plus influencée par les conditions économiques et les préjugés collectifs* ». Cette citation extraite d'un article de Aron en 1939 servirait le débat actuel concernant les quotas (femmes, « minorités visibles ») (cf. le rapport de l'association Averroès).

Que deviennent les groupes qui ne participent pas directement à la lutte des classes ? Quels sont leur place, leur rôle, leur attitude. Nous le savons désormais, la classe moyenne est un groupe hétérogène aux propriétés singulières – mouvantes, élastiques. Si l'on cherche une classe moyenne, c'est que l'on a implicitement admis l'existence de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise. Les autres groupes sociaux n'existent que *négativement*, à défaut. Dans l'approche marxiste, la classe moyenne ne pourrait exister que dans la mesure où elle se découvrirait une volonté *une* (i.e. une « conscience de classe »). L'idéologie de la classe moyenne contribuerait à créer l'unité qu'elle prétend exprimer. Malheureusement pour Marx, il n'existe pas effectivement la conscience d'appartenir à une classe moyenne – du fait de son hétérogénéité et de sa plasticité – ; de sorte que si l'on s'en remet aux développements d'un Georges Simmel, on constate que la structuration a dérivé peu à peu du groupe – de la classe – à l'individu. Le phénomène de fond est bien ici, à côté de la rationalisation, celui de l'*individualisation*. Les sciences sociales ont suivi le mouvement en mettant en évidence dans leurs analyses l'individu et non plus le groupe : attention, cela ne signifie pas nécessairement que le groupe a disparu seulement que la vision du monde a évolué en changeant la hiérarchie des entités en jeu, au profit de l'individu.

C'est à un changement de *paradigme* auquel on assiste (cf. le cas du canard-lapin)¹⁴.

¹⁴ Kuhn, Thomas (1962), *La structure des révolutions scientifiques*, « Champs », Flammarion. L'idée de paradigme vient de Kuhn ; celle du canard-lapin quant à elle est un phénomène connu en *Gestalt theory* – en psychologie de la forme (distincte du béhaviorisme) –, repris et popularisé par le philosophe Ludwig Wittgenstein. *Grosso modo*, le principe est qu'à partir d'un même donné, nous ne pourrions voir que soit un canard, soit un lapin, jamais les deux formes simultanément. C'est le paradigme qui sert de cadre structurant pour la perception du phénomène en tant que canard ou en tant que lapin.



Georges Gurvitch¹⁵, dont j'ai déjà évoqué le nom, est bien différent de Aron : il accable Max Weber, tout comme Pareto, d'être les tenants d'une posture *nominaliste* – les groupes ne seraient que des phantasmes, des noms, n'ayant aucune réalité particulière, à la différence des individus¹⁶. Dans son ouvrage majeur, *Economie et société* (1922), Weber s'intéresse aux formes des groupements que l'on peut rencontrer dans les sociétés. Il ne reconnaît que des « chances », des « probabilités » de conduites individuelles ayant des significations sociales, c'est-à-dire orientées selon la conduite d'autres personnes et le sens qu'elles leur donnent. Il propose de distinguer la « situation de classe » et la « classe ». « *La situation de classe serait la chance typique de posséder un monopole positif ou négatif quant à la distribution des biens, au rang et au sort général* » des intéressés. « *La classe serait tout groupe de personnes se trouvant dans la même situation de classe* ». Pour qu'une classe se forme, il n'est nécessaire ni qu'elle soit organisée en se constituant en association ni qu'elle représente une structure ou une unité quelconque. Ceci est possible et peut intervenir mais n'est pas indispensable. Il suffit que des personnes dispersées, qu'une certaine collection d'individus, dont l'appartenance ne peut pas être précisée, soit placée dans la même « situation de classe ». « *La situation de classe et la classe, écrit Weber, ne sont que des indices d'intérêts typiques, identiques ou similaires, propres à des individus ou à leur multitude.* Les groupements sociaux, les classes, sont fondés sur l'intérêt matériel. Je le répète, Weber définit la « classe » comme « tout groupe d'individus qui se trouvent dans la même « situation de classe » et la « situation de classe » comme la « chance typique qui (...) résulte du degré auquel, et des modalités d'utilisation selon lesquelles, un individu peut disposer, ou ne pas disposer, de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus ; chance qui doit être évaluée en fonction a) de sa capacité à se procurer ces biens, b) de sa destinée personnelle ».

Cette définition rattache très précisément la notion de « situation de classe » à l'existence d'un marché (Weber distingue comme Marx la propriété et l'absence de propriété comme catégorie de base de toutes les « situations de classes »). En somme, les « classes » sont, pour Weber, des (re-)groupements de personnes partageant une même situation par rapport aux *marchés*¹⁷ du travail

¹⁵ Gurvitch, G. (1966). *Dix-huit leçons sur les classes sociales*. Paris: Gonthier.

¹⁶ Le problème avec le nominalisme c'est que l'on met la main dans un engrenage dont on ne connaît pas le terme (*reductio ad infinitum*). Ainsi pourrait-on réduire encore le degré de nominalisme, en passant de l'individu aux processus neuro-physiologiques, et considérer ainsi que l'analyse sociologique ne peut s'asseoir sur un semblant de socle solide (matérialisme) qu'en ne prenant en compte les mécanismes mentaux.

¹⁷ Nous pouvons rapprocher cette idée de marchés, ou de situations idéaltypiques, de la notion bourdieusienne de « champs » sociaux.

et des biens économiques. Il les définit donc en renvoyant strictement à l'ordre économique, comme Marx. Cependant, Weber (à la différence de Marx) considère qu'à l'intérieur de ces catégories nous pourrions distinguer des situations de classe différenciées selon le type de propriété ou selon le type de service qui peuvent être offerts sur le marché.

Comme en rend compte Mendras¹⁸ : dans des économies qui ne sont pas des économies de marchés, peut-on retrouver des classes sociales et une lutte de classe ? Weber répond que non. La classe se définit comme une situation différente dans la *concurrence* (Weber se démarque sur ce point également du réalisme des « classes » en soi et pour soi dans la théorie marxienne), et la situation de classe est une situation par rapport à un marché¹⁹.

Suivant cette nouvelle grille interprétative et explicative de la lutte entre groupes, celle-ci ne se réalisera pas dans les termes d'un effacement pur et simple (d'une soumission, voire d'une éradication) du groupe des « autres », mais dans ceux d'une lutte pour le *monopole* de la place de dominant. Ce monopole, bien qu'ayant des répercussions tout à fait concrètes, est essentiellement *symbolique*, puisque l'achèvement de cette domination apparaîtra dès lors que les dominés, dans toute leur hétérogénéité (conception différente de Marx), accepteront comme légitime leur situation, et donc finalement la hiérarchie sociale et l'ordre des valeurs qui lui est constitutif (cf. la violence (symbolique) légitime).

Bref, tout évolue en même temps, à la fois les groupes sociaux – qui sont désormais avant tout considérés comme un assemblage d'individualités - (cf. l'idée de concurrence, qui est à rapprocher de celle de lutte des classes telle qu'on la trouve exposée chez Marx –il faut se rappeler le progrès introduit par cette notion : c'est la position de classe dans le jeu de la lutte qui détermine les qualités des membres de cette classe, et non pas des propriétés intrinsèques), mais aussi le plan – la structure - à partir duquel il se réalise : toute analyse est affaire de mise en rapport et de relation, nécessairement relative, entre ces deux dimensions.

Dans ces conditions, quelles sont les classes sociales qu'on peut distinguer d'après cette définition ? Weber n'a jamais donné une liste exhaustive ; la classe ouvrière devient de plus en plus une classe, à mesure que la mécanisation progresse et que le groupe des ouvriers est plus homogène ; de même, les classes dirigeantes ; la petite bourgeoisie (l'ensemble des petits indépendants, commerçants, artisans, etc.) constitue une classe, dans la mesure où elle a une situation économique commune par rapport au marché, où les individus qui la composent ont une certaine *communauté d'intérêts*, même s'ils n'en prennent pas clairement conscience. De même, l'intelligentsia, l'ensemble des gens qui ne possèdent pas de propriétés qui les rendent indépendants, mais dont la position sociale repose sur la formulation technique (les ingénieurs, les cadres, les fonctionnaires) malgré des différences importantes, partagent une situation de classe commune, et ils peuvent former une classe.

Par ailleurs, il précise que l'existence de classes ne suffit pas à engendrer des actions de classes. Les « intérêts de classes » peuvent n'entraîner aucune action commune, mais seulement ce que Weber appelle des actions de masse, simples résultats communs d'une même situation sans prise de conscience.

Une action de classe, au contraire, répond au sentiment d'une communauté d'intérêts, et elle est orientée vers une défense commune de ces intérêts. Elle se constitue seulement si les contrastes entre les différentes classes sont suffisants pour motiver l'action (tant que des individus considèrent que leur situation vient de la nature des choses, il ne peut pas y avoir d'action de classe, puisque les causes qui déterminent leur situation de classe ne leur apparaissent pas comme des causes sur lesquelles on peut agir).

¹⁸ Mendras, Henri (1996). *Éléments de sociologie*, Paris : Armand Colin, pp.186, sq.

¹⁹ L'un des prolongements de cette interprétation weberienne des groupements sociaux est la théorie « relationnelle » des champs de Bourdieu.

On peut donc parler de luttes de classes (au pluriel), à condition qu'il n'y ait pas seulement des intérêts de classes définis objectivement, mais aussi une prise de conscience des intérêts. Pour Marx, au contraire, c'est parce qu'il y a une situation de classe sur le marché qu'il peut y avoir lutte de classes et ces luttes se transforment avec l'évolution économique.

Dans un autre texte, il précise sa conception dans les termes suivants : « *Les classes ne sont pas des communautés (...), mais elles représentent des bases possibles pour des conduites communes* ». « *Toute classe peut devenir le milieu d'une « conduite de classe » dont les formes sont innombrables, mais ceci n'est pas indispensable, et on est induit en erreur lorsqu'on les considère comme des communautés.* » C'est également ainsi qu'on arrive à la conclusion parfaitement erronée que tandis que les individus se trompent souvent quant à leurs intérêts, les classes, au contraire, ne se tromperaient jamais. » (Gurvitch, 1966).

Ajoutons la remarque statistique faisant rejoindre Pareto et Weber : les réflexions sur la mobilité sociale emprunte le vocable statistique, tel qu'il se trouve utilisé par nos deux auteurs, bien qu'il ne fasse pas nécessairement usage de cette statistique (ainsi Weber en reste à un niveau conceptuel). Toutefois, Weber, tout comme les sociologues de la mobilité sociale évoque les « chances », les « aspirations » ou encore la « probabilité » *objective* de suivre tel ou tel comportement suivant tel ou tel groupement social ou classe. L'agent social ou sociologique et un agent économique : l'intitulé de l'ouvrage-phare de Weber est on ne peut plus éclairant sur ce point. Le changement est d'importance car cette fois-ci la sociologie, cette tradition de recherche tout du moins, entend partir de l'individu, disons plutôt de l'agent rationnel dont les actions sont la résultante de calculs (moyen-fin ; axiologique ; etc.) et non pas d'obscur mécanismes causaux surplombant déterminant unilatéralement la conduite de chacun. Ce renversement théorique permet à la sociologie de dégager des *stratégies objectives* de règles, de pratiques, de conduites, de valeurs, de choix, etc. *raisonnables* qui sont possibles dans les limites de ces régularités, et celles-là seulement, excluant les « folies » (ces régulations qui seront par la suite formalisées, cf. le système scolaire) (Bourdieu, 1974)²⁰

Comme les classes sont des regroupements de personnes sur la base de « similitudes » dans les accès aux marchés du travail et des biens économiques et que la manière de mesurer cette similitude n'est pas précisée, la multiplicité des regroupements admissibles est envisageable. C'est très exactement la remarque qu'adresse Gurvitch à Weber : « *Weber détruit toute possibilité d'unification de différents assemblages nominaux de chances et de personnes dans des groupes réels, et à plus forte raison leur intégration dans des classes sociales qui devraient, d'après lui-même, représenter l'ensemble des situations de classe. En pluralisant à l'excès les situations de classe, il ne parvient plus ensuite à les unifier.* » (Gurvitch, 1966)

En effet, les groupements ne s'effectuent pas seulement sur des intérêts matériels mais également sur l'autorité : la croyance en la légitimité (nous avons de « bonnes raisons » d'y croire, ce n'est pas de la simple docilité). Il en ressort une forme de moralité du commandement. Weber distingue trois types d'agencements principaux des décideurs, administratifs et de la masse des personnes à qui l'on commande : a) la domination *charismatique*, dans laquelle la légitimité repose sur la croyance à des pouvoirs transcendants du décideur ; la domination *légal-bureaucratique*, dans laquelle tous adhèrent à l'idée d'un corps constitué de règles à respecter et négocier (importance de la délibération) afin de contribuer au bien commun ; et la domination *traditionnelle*, qui se légitime dans la coutume. Cela étant dit, Weber ne propose pas de définitions

²⁰ Bourdieu, P. (1974). Avenir de classe et causalité du probable. *Revue Française de Sociologie*, 15 (1), pp. 3-42. Bourdieu va justement critiquer cette approche impersonnelle de la rationalité et de son agent (mêmes critiques qu'adressées à la théorie déontologique-utilitariste, cf. Jeremy Bentham).

bien particulières de groupements renvoyant à ce principe d'organisation que serait l'autorité. (cf. art. « domination » chez Weber dans les dictionnaires de sociologie).

Le pouvoir n'est pas pur exercice, de sorte que la domination (liée au pouvoir) est une propriété structurelle qui est liée à la distribution des ressources et non pas, dans son aspect spécifique, à des principes de légitimation. Elle consiste en une asymétrie fondamentale des ressources, de deux ordres distincts et pouvant faciliter, tout autant que la maîtrise des objets, le commandement des hommes (cf. *supra*. Dahrendorf).

Enfin, Weber explique qu'à côté des sociétés de classe il y a des sociétés d'« ordres ». Les « ordres » sont des groupements d'individus qui revendiquent et réussissent à obtenir une « considération particulière » et de la déférence de la part des autres. Par différence aux « classes », les « ordres » sont certainement plus que des regroupements de personnes sur la base d'un critère commun, ils constituent de véritables « *groupes de statut* » dont l'existence est largement reconnue, auxquels les membres ont conscience d'appartenir et agissent pour en pérenniser l'existence. Si les « ordres » se fondent sur la similitude de leurs modes de vie, ils cherchent à transformer la considération particulière dont ils sont l'objet en sources d'avantages ou de domination, etc. Ce sont donc des groupes « réels ».

Weber suggère par conséquent qu'à côté d'une structuration de la société fondée sur l'organisation économique, il y en a une autre fondée sur l'honneur, le prestige ou tout autre terme qu'on voudrait retenir et que ces deux ordres de structuration ne sauraient être confondus. Cette nouvelle manière d'appréhender le social paraît pertinente cependant qu'elle produit de l'incertitude et de l'indétermination quant à la place (et à la valeur de cette place) des individus dans une collectivité, voire dans la société : nouveau motif de lutte ? De ce dernier point, Weber en retire l'idée que dans la logique des schémas de dépendance, l'attention est mise sur les règles de reconnaissance (ou de mépris)²¹. Autre point intéressant, l'attention de l'analyste porte autant sur l'étude interne des groupes (*insiders*) que sur les mécanismes de régulation des *outsiders* (dans la théorie des champs de Bourdieu, il serait question des droits d'entrée des impétrants dans le groupe) qui contribuent à la constitution d'une identité collective. C'est comme le parc d'attraction d'Eric Cartman dans la série animée *South Park* (« CartmanLand », sixième épisode de la saison cinq) : pas de groupes de statut sans individus à qui l'appartenance est refusée (et, souvent, la légitimité, notoriété du groupe de statut sera dépendante de la rigueur de sélection à l'entrée : stratégie de distinction par la rareté)²².

Faisons remarquer de surcroît que les groupes de statut et classes sociales (« classe » pris ici dans le sens précis que Weber donne au terme, celui d'identité de position vis-à-vis des marchés du travail et des biens et services) sont intellectuellement différents, même si le chevauchement/recoupement peut être important dans certains cas. Il en résulte, bien sûr, une vision assez complexe de la société.

Au fur et à mesure que les systèmes de stratification sont plus complexes et qu'ils sont soumis à des évolutions plus rapides, l'attribution des statuts devient plus incertaine. « Dans les communautés rurales traditionnelles, personne, personnage et statut étaient étroitement associés. Aujourd'hui la personne et le statut tendent à se distinguer. L'identité personne n'est plus donnée : elle se construit à partir de l'effort de toute une vie. Ainsi ressaisissons-nous une identité qui tend à nous fuir du fait de la multiplicité des aspects sous lesquels nous apparaît notre statut. Du même

²¹ Honneth, Axel (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris: Cerf

²² Pierre Bourdieu : « Le musée livre à tous, comme un héritage public, les monuments d'une splendeur passée, instruments de la glorification somptuaire des grands d'autrefois : libéralité factice, puisque l'entrée libre est aussi entrée facultative, réservée à ceux qui, dotés de la faculté de s'appropriier les œuvres, ont le privilège d'user de cette liberté et qui se trouvent par là légitimés dans leur privilège, c'est-à-dire dans la propriété des moyens de s'approprier les biens culturels ou, pour parler comme Max Weber, dans le *monopole* de la manipulation des biens de culture et des signes institutionnels du salut culturel. » (in, *L'Amour de l'art*, 2003 (1965) : 166-167).

coup, l'identité personnelle s'éprouve moins par l'adhérence à une statut fixé une fois pour toutes que par le sentiment de sa précarité. » (art. « statut », in Boudon, Bourricaud, *Dictionnaire critique de sociologie*).

Enfin, la troisième dimension de la stratification sociale recouvre l'ordre politique : qui s'incarne dans les groupes et les partis politiques. Contrairement aux deux précédentes dimensions, les individus sont ici libres de choisir d'adhérer, d'appartenir à tel ou tel groupe. Souligner l'autonomie de cette dimension permet d'identifier ceux qui détiennent ce pouvoir politique sans nécessairement jouir de positions élevées sur les deux autres hiérarchies. La position d'un individu dans cette hiérarchie est fonction de l'*influence* qu'il peut exercer dans une action commune. L'organisation des partis est fonction de la manière dont la société est stratifiée selon le statut et les classes. Ils changent selon la structure de la domination puisque l'objectif des chefs de partis est la conquête du pouvoir au sein de la communauté.

Gurvitch, dont je me sers ici comme faire-valoir de Weber, dit ne pouvoir reconnaître à la théorie du sociologue allemand que deux mérites : a) la conscience nette, mais pas toujours exprimée avec une clarté suffisante, que les classes sociales n'apparaissent qu'avec le type de société capitaliste car elles présupposent des entreprises de larges envergure, un marché libre, de grands nombres, des techniques industrielles développées ; b) l'observation que la base de la classe sociale ne se laisse pas réduite à son aspect économique (qu'il s'agisse de la production, de l'acquisition ou de la fortune) et implique l'élément de l'évaluation, du prestige, de l'aspiration, du sort interne et externe, selon l'expression maladroit et mystique employée par Weber²³. Ayant constaté la richesse de contenu compris dans le concept de classe sociale, Weber s'est trouvé démuné de tout moyen pour l'exprimer.

Pour résumer l'apport de Max Weber aux théories de la stratification sociale, nous pouvons en premier lieu affirmer que c'est dans son œuvre que la distinction entre pouvoir politique, classe économique et statut social reçoit sa pleine formulation théorique. Pour Weber le pouvoir politique n'est qu'incidence liée, à son époque, aux rôles que jouent les classes et les strates de statut social (à la différence de la dépendance étroite décrite par la théorie marxienne). Ce sont la bureaucratie et les partis politiques qui ont largement hérité de la composante politique de l'ancienne structure hiérarchique des états et des rangs. L'intégration des conflits sociaux dans le cadre de l'Etat constitutionnel a en quelque sorte fait des partis politiques les héritiers des forces sociales antagonistes qui, auparavant, non seulement étaient hors de la juridiction du souverain mais représentaient souvent pour lui de puissantes rivales²⁴.

²³ On comprend aussi pourquoi il est absurde d'attribuer à Max Weber, comme on le fait parfois, le projet de substituer à l'idée marxiste d'une détermination de l'histoire par l'économie un autre principe général d'explication, que celui-ci soit la religion ou la politique. Il a d'ailleurs expressément récusé cette interprétation de sa pensée dans la conclusion de son étude sur *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* [« Est-il vraiment nécessaire de protester que notre dessein n'est nullement de substituer à une interprétation exclusivement « matérialiste », une interprétation spiritualiste de la civilisation qui ne serait pas moins unilatérale ? Toutes deux appartiennent au domaine du possible ; il n'en demeure pas moins que, dans la mesure où elles ne se bornent pas au rôle de travail préparatoire, mais prétendent apporter des conclusions, l'une et l'autre servent aussi mal à la vérité historique. »] ; il ne s'agissait nullement pour lui de faire jouer à la religion le rôle que Marx attribuait à l'économie, mais au contraire d'expliquer certains traits du développement capitaliste occidental dans ce que celui-ci a de singulier et de non déductible *a priori*. Weber ne prétendait pas « déduire » le capitalisme de la théologie calviniste et il savait très bien que la plupart des textes où l'« ascétisme intramondain » des puritains justifient l'accumulation capitaliste sont épigonaux et privilégient des aspects de la théologie réformée qui restaient secondaires pour ses fondateurs. De ce fait, on doit admettre que, plus qu'une opposition *politique* aux potentialités du marxisme, l'hostilité de Weber à la conception matérialiste de l'histoire traduit le heurt entre deux conceptions de l'objectivité des sciences sociales, ou entre deux philosophies. (Raynaud, Philippe (1996 (1987)). *Max Weber et les dilemmes de la raison moderne*, Paris : Puf « Quadrige », pp.31-32.

²⁴ Weber souligne qu'à l'origine, au moyen-âge, les partis n'étaient rien d'autre que des groupes de partisans attachés

A ce premier principe Weber en ajoute un second, qui est tout à fait dans la ligne de la pensée de Tocqueville, à savoir que le terme de « classe » fait référence à une réalité strictement économique. « *La vraie place des « classes » se situe à l'intérieur de l'ordre économique, celle des « groupes de statut » à l'intérieur de l'ordre social.* » Cela ne signifie pas pour autant que classe, statut et parti soient isolés de façon tout à fait hermétique. Dans un cas particulier « *il se peut que les partis représentent des intérêts déterminés par une « situation de classe » ou par une « situation de statut », et que leurs partisans se recrutent dans cette classe ou ce groupe de statut.* » Mais, et Weber y insiste, un parti n'est pas nécessairement, purement et simplement, un parti de « classe » ou « de statut ». Comme c'est de plus en plus souvent le cas dans le monde politique moderne, il peut avoir un statut pratiquement indépendant.

La rupture qui unissaient autrefois classe, statut et parti ne résulte pas simplement de ce processus négatif qu'est la fragmentation de la société moderne. Il fallait aussi que, au fil des siècles, se soit créée une structure environnante à l'intérieur de laquelle ces trois éléments aient été subordonnés à la structure d'ensemble.

La plupart d'entre nous verraient aujourd'hui dans cette rupture le résultat de la politisation qui a marqué l'histoire de l'Europe moderne. Weber le qualifie de « socialisation » et indique que la différenciation entre classe, statut et parti n'a été possible que grâce à un « *vaste processus de socialisation, et en particulier à un cadre politique d'activité communautaire à l'intérieur duquel ils opèrent.* »

Si le parti politique a hérité de la plupart des fonctions politiques autrefois détenues par les ordres médiévaux, la classe domine seule aujourd'hui le monde économique, de même que le groupe de statut domine le monde social.

A l'évidence le terme de « classe » a pour Weber un sens très différent de celui qu'il a chez Marx. « *Dans notre terminologie les 'classes' ne sont pas des communautés ; elles ne représentent que des bases possibles et fréquentes de l'activité communautaire. On peut parler de 'classe' lorsque 1/ un certain nombre de personnes ont en commun une composante causale spécifique des chances que leur offre leur vie, dans la mesure où ; 2/ cette composante représente exclusivement l'intérêt économique de la possession de biens et d'occasions de revenus et, 3/ se présente dans les conditions du marché des denrées et du travail.* »

Ainsi donc pour Weber la classe repose entièrement sur l'intérêt économique. Et pourtant il reconnaît que le concept d' « intérêt de classe » est ambigu : « *il est ambigu dès que l'on entend par là quelque chose d'autre que l'orientation de fait des intérêts résultant avec une certaine probabilité de la situation de classe pour une certaine « moyenne » de ceux qui sont soumis à cette situation de classe.* » En effet dans la société moderne les intérêts et les motivations des individus sont nombreux et variés, et puisque par nature la classe n'est pas une communauté [cf. Ferdinand Tönnies] – que, rappelons-le, Weber définit essentiellement par le sentiment qu'ont ses membres d'y appartenir commune donne naissance à une activité communautaire non plus qu'à une activité en *sociation* (c'est-à-dire fondée sur un compromis d'intérêts motivés rationnellement).

« *Accorder au concept de 'classe' la même valeur qu'à celui de 'communauté' aboutit à commettre une distorsion. Que des hommes placés dans la même situation de classe réagissent régulièrement en masse à des situations aussi tangibles que les situations économiques en fonction des intérêts qui sont les mieux appropriés à leur membre, voilà un fait important et, après tout, assez simple, qui permet de comprendre les événements historiques. Mais il ne faut surtout pas que cela conduise*

à une personne, et qu'ils gardèrent ce caractère jusqu'au XIXe siècle et à l'avènement de la démocratie de masse. Avant le XIXe siècle les partis étaient également très étroitement liés à la parenté et à l'aristocratie (aux grandes familles) (in, « *Le métier et la vocation d'homme politique* », 1919). Alors que, dans sa forme moderne, le parti est une forme d'organisation para-politique « officiellement officieuse et officieusement officielle », dans sa forme ancienne il était en fait une émanation du sommet de la société traditionnelle. Il était ainsi impossible d'imaginer, dans l'Angleterre du XVIIIe siècle, des partis politiques qui n'émanent pas de l'aristocratie.

à faire des concepts de 'classe' et de 'd'intérêt de classe' l'utilisation pseudo-scientifique que l'on en fait si souvent aujourd'hui et qui a trouvé son expression la plus classique dans l'affirmation d'un auteur de talent selon laquelle si l'individu peut se tromper sur ses intérêts, la 'classe' est, elle 'infaillible' sur les siens. » Voilà comment Weber répond aux marxistes.

« Voici comment peut se résumer, au prix de quelques imprécisions, la grande évolution qui a marqué toute l'histoire jusqu'à l'époque présente : la lutte dans laquelle les situations de classe sont effectives s'est d'abord manifestée à propos du crédit à la consommation puis de la concurrence sur le marché des denrées, pour apparaître enfin à l'occasion des batailles concernant la détermination des prix sur le marché du travail. Dans l'Antiquité la 'lutte des classes' – dans la mesure où il s'agissait bien d'une lutte des classes et non d'une lutte entre groupes de statut – fut d'abord le fait de paysans endettés et peut-être aussi d'artisans menacés d'être asservis pour dettes et qui luttaient contre leurs créanciers. (...) Dans l'Antiquité et au moyen-âge ceux qui ne possédaient rien s'élevaient contre les monopoles, la préemption, l'accaparement des denrées ou la constitution de stocks dans le but de faire monter les prix. Aujourd'hui le débat tourne autour du problème de la détermination du prix du travail. »

Le troisième élément dans la stratification de la société moderne est le groupe de statut qui, pour Weber, se distingue tout autant de la classe que classe et groupe de statut se distinguent du parti politique. Il peut bien sûr exister entre le groupe de statut et une classe sociale donnée des liaisons, une communauté d'intérêts durables, mais ce qui les sépare est néanmoins essentiel.

« Contrairement aux classes, les groupes de statut sont généralement des communautés, mais de nature souvent amorphe. Contrairement à la 'situation de classe', qui est déterminée par des conditions strictement économiques, nous qualifierons de 'situation de statut' toute composante de la destinée humaine qui est déterminée par l'honneur qui lui est attaché socialement, que ce soit dans un sens positif ou négatif. »

Rappelons que Tocqueville avait placé cette notion d'honneur au centre de son analyse de la société européenne traditionnelle, et que la théorie qu'il formule à ce sujet s'inscrit dans le contexte du déclin de la hiérarchie traditionnelle et de l'émergence des valeurs plus individualisées et plus autonomes qui caractérisent la démocratie moderne. Sur ce point Weber se rapproche de Tocqueville, bien qu'il aille plus loin que lui et s'attache à montrer comment, dans la société moderne, l'honneur va de pair avec le désir d'appartenir à une communauté.

Tels sont les termes dans lesquels Max Weber conçoit la stratification de la société contemporaine (de son époque) : le concept de « statut » se substitue progressivement à celui de « classe » comme concept-clé de la sociologie de la stratification.

Conclusion

Si Pareto et Weber se sont ignorés, l'un et l'autre s'inscrivent dans la trame, rendue évidente par Marx, mariant l'histoire politique et sociale (incluant la sociologie) et l'économie (Pareto : « comportement logique » ; Weber : « action rationnelle »). « Les « paradigmes » socio-économiques sont légion, mais ils prennent place les uns à côté des autres sans transformer de manière convergente ou décisive les cadres de la recherche dans l'ensemble des sciences sociales. » De sorte que l'œuvre d'un Joseph Schumpeter (*Impérialisme et classes sociales*) a souffert d'une « lecture borgne » de la part des sociologues et des économistes. (Passeron, Weber et Pareto: la rencontre de la rationalité dans les sciences sociales, 1995) (38) (Passeron, «Pareto: l'économie dans la sociologie», 2004)

La rencontre entre économie et sociologie n'est, chez Pareto et Weber, ni parcellaire ni occasionnelle. Dans la théorie de l'« action sociale » des deux auteurs, il s'agit bien de faire jouer

un rôle décisif, pour l'architecture de leur système, à la notion de *calcul rationnel* tel que l'instrumentalisent, afin de formaliser la calculabilité économique, des notions annexes comme celles de *maximisation* ou d'*optimisation*, de *coût* ou d'*utilité*, d'*équilibre* ou d'*interaction*. Nous nous situons en plein dans le champ d'exercice de l'Individualisme Méthodologique, tel qu'il a pu être promu par Friedrich von Hayek ou par Karl Popper, ou bien pratiqué par les théoriciens du choix rationnel (les usagers de Herbert Simon, de la théorie des jeux type « dilemme du prisonnier » ; voir également la « Théorie du Choix Rationnel » de James Coleman), ou bien de l'actionnisme entrepris par Raymond Boudon et consorts (on relit Rousseau, Tocqueville, Weber, etc. au prisme de la « rationalité limitée »)).

Cette histoire commence effectivement aux Lumières. J'ai présenté lors des premières séances l'intérêt que l'on doit porter au travail de formalisation et de systématisation de la rationalité, et des effets émergents/de composition/d'agrégation inhérents, initié par Condorcet à propos du vote. La simulation ou le modèle de Thomas Schelling (Schelling, 1979) mettant en évidence les systèmes d'interdépendance entre les micro-motifs (choix de résidence) et les macro-phénomènes (ségrégation sociale ou résidentielle), mis en avant par Boudon à de nombreuses reprises et qui prolonge cette trame (par. ex. (Boudon, L'analyse mathématique des faits sociaux, 1967) ; l'entrée « Economie et sociologie » (Boudon & Bourricaud, Dictionnaire critique de la sociologie, 2004 (1982)))

Remarquons, en guise d'anticipation, que Pierre Bourdieu fera un usage *analogique* du lexique économique (acteurs, stratégies, intérêts, etc.).

Dernier point concernant les statuts (notion wébérienne). Les sociologues qui travaillent la question de la mobilité sociale et de la stratification ont souvent entretenu le fantasme de faire de la sociologie (véritablement) *scientifique* (donc tout sauf littéraire ou spéculative, pire idéologique !) en plaquant leur méthodologie sur (ou en ayant pour référence) celle de la statistique publique et du « vérificationnisme » (propre à la philosophie de la logique jusqu'en dans les années 1960). Or, un sociologue n'est pas un statisticien : ils se complètent, ils ne peuvent se confondre (Passeron, *Le Raisonnement sociologique*). Ce sont les dérives de formalisation des comportements sociaux, la *quantophrénie* statistique formulée par Pitrim Sorokin, mais aussi l'irréflexion (*i.e.* la non critique) de la codification et de la catégorisation des différences sociales et démographiques (âge, sexe, pcs, etc.) employées dans les enquêtes quantitatives à plus ou moins grande échelle.

De sorte que l'on voyait se constituer une dichotomie stérile entre d'un côté les sociologues-statisticiens et les sociologues-empathiques (mettant en avant les récits de vie, l'irréductible souveraineté du Sujet, etc.).

Or, comme je me suis maintes fois employé à vous l'expliquer, la prise en compte de l'individualité (de l'identité) n'est plus insérée dans un cadre paradigmatique aussi évident et objectif que les « classes sociales » ou bien « les champs sociaux ». Je le rappelle aussi, ce changement est autant l'effet du changement social et des conditions de socialisation que du changement d'approche opéré par les sciences humaines et sociales.